BCE
BANQUE COMMUNE D'ÉPREUVES

Code sujet : 305

Conception : ICN ARTEM BS – ISC Paris Grande École

RÉSUMÉ DE TEXTE

OPTION TECHNOLOGIQUE

Jeudi 7 mai 2020, de 14 h. à 17 h.

Consignes :

Résumez en QUATRE CENTS MOTS plus ou moins 5 % (soit 380 – 420 mots), le texte suivant.

Mentionnez le décompte par 50 mots et, en fin de copie, reportez le nombre de mots utilisés.
Les correcteurs tiendront compte de la présentation de la copie et de la correction de la langue.

N.B. *:*
Aucun document n'est autorisé. L'utilisation de tout matériel électronique est interdite.
Si au cours de l'épreuve, un candidat repère ce qui lui semble être une erreur d'énoncé, il la signalera sur sa copie et poursuivra sa composition en expliquant les raisons des initiatives qu'il sera amené à prendre.

Tournez la page S.V.P.

« Des œufs de pou » – voilà ce qu'ils sont. Pas des hommes. Certes, ce sont des voisins, ils ne vivent pas loin de nous. Mais ce ne sont que des contrefaçons, silhouettes mal fichues, semblants d'êtres humains. Nous, nous sommes les meilleurs. Nous, nous parlons la seule vraie langue, l'idiome premier, qui contient le nom authentique des êtres et des choses. Nous sommes les plus courageux, les plus inventifs, les plus aguerris, les plus malins.

On ne se lasse pas de le répéter, on ne le dira jamais assez : nous sommes les seuls *véritables* humains. Les modèles, les patrons, les archétypes, les étalons. Chez nous se tient l'essence même de ce qu'on appelle « humain » – et nulle part ailleurs. Les autres, les étrangers, les voisins sont des caricatures, des imitations ratées, inférieures, suspectes.

Ces étrangers sont des monstres, des écarts à la norme, des formes de vie aberrantes. Il est prudent de s'en méfier. Ils sont dangereux, nuisibles, imprévisibles, toxiques. Restons donc entre nous, entre humains, entre gens qui savent ce que parler veut dire, qui connaissent le bien et le mal, qui respectent les bonnes coutumes, les justes normes...

S'agit-il d'un racisme moderne ? D'un ethnocentrisme européen ? À force de ressasser que ce type de pensée est typiquement une ignominie colonialiste, impérialiste et occidentale, on a oublié qu'il n'est pas besoin d'être blanc, colon et moderne pour s'imaginer que son mode de vie est le seul bon, et les gens du dehors des sauvages abrutis et frustes.

Claude Lévi-Strauss montre au contraire, dans *Race et Histoire*, que les Indiens d'Amazonie, et plus généralement les habitants de nombreuses sociétés sans écriture, se considèrent comme les modèles de l'humain. Les autres, ceux qui vivent hors de la tribu, sont des « œufs de pou » justement, des existences à peine humaines. Ils ont l'apparence des humains, ils n'en ont pas la texture réelle, la nature profonde. Celles-ci se rencontrent uniquement chez les gens de « chez nous ».

Cette disparité radicale entre « nous », humains modèles, et « autres », sous-hommes seulement, semble à l'anthropologue si répandue, si ancienne, si bien ancrée dans les attitudes mentales des peuples réputés premiers qu'il est difficile de les considérer, comme on l'a fait si souvent, comme plus sages que les prétendus civilisés.

En fait, la bêtise n'est pas une qualité purement coloniale. Elle se révèle, anthropologiquement, universelle. Et spontanée. La bêtise est ce piège qui consiste à s'enclore sur l'entre-soi, à confondre le « nous » du petit groupe – tribu, nation, pays – avec le « nous » de l'humanité – ce qui revient à ne pas voir l'humanité du tout.

Le piège est donc très commun. Il lui arrive parfois d'être plus subtil, du moins en apparence, dans ses formulations. Mais, dans le fond, il revient toujours au même : le centre modèle, c'est notre groupe, ce qui est en dehors, par ordre d'éloignement croissant, devient de moins en moins humain. Nous sommes la référence, le critère, la vérité. Se prendre ainsi pour le nombril du monde, il faut le redire, est décidément la chose du monde la mieux partagée.

C'est sur ce modèle, le plus souvent, qu'existent les « nous » nationaux. Leur réalité est incontestable, leur présence visible. De plus en plus souvent, dans les dérives populistes, ils prennent la parole pour se décrire eux-mêmes. Alors, ils se disent en crise, se déclarent menacés, s'autoproclament mobilisés contre leur disparition supposée. « Nous, les Français » (ou bien Nous, les Hongrois, les Écossais, les Péruviens, les Maliens, etc.), qu'est-ce que cela veut dire ? Que contient ce « nous » ?

Quel lien donne à ce « nous » son unité, si elle existe ? Ce n'est ni clair ni évident. La langue participe grandement à la cohésion de ce « nous », mais est loin d'y suffire. Personne ne confond, par exemple, « nous, les francophones » avec « nous, les Français ». Pour discerner ce que contient un « nous » national, sans doute faut-il commencer par le terroir.

L'image omniprésente des « racines », des « souches » enfouies profond dans la terre des ancêtres n'est qu'un leurre. Il est toujours dangereux. Il peut vite devenir mortifère, quand

tout est submergé par les fantasmagories de la race, du sang et du sol, quand la vie sombre dans le cauchemar de la lignée des gens d'ici mise en péril par les étrangers, les rustres venus du dehors.

Mais ce voile détestable, qu'il faut sans cesse déchirer et qui se reconstitue indéfiniment, ne constitue pas le tout du « nous » d'une nation. Impossible d'oublier que ce « nous » repose avant tout sur des liens sensibles. Ce qui unit les gens d'un même pays, quel qu'il soit, à côté de la musique propre de leur langue, ce sont des paysages, un climat, des saveurs, une architecture, des coutumes, un réseau complexe et cohérent de manières de vivre, depuis les usages de la table ou de l'hospitalité jusqu'aux formes de politesse, aux comportements respectifs des générations, sans oublier quantité de croyances, de musiques, de mythes et de contes.

II n'existe aucun motif sensé pour juger pareils attachements néfastes. Inutile de transformer en épouvantail l'appartenance à ce « nous » d'une nation. Il n'est pas seulement normal, il est légitime : chaque humain a le droit d'éprouver, pour les façons d'être du coin de monde qui l'a vu grandir, une affection à nulle autre pareille. Le lui refuser serait inhumain, dans la mesure même où cet attachement à des paysages, des maisons, des gens, des rythmes, des pensées et des gestes appartient à la vie dans ce qu'elle a de plus cher, de plus intime comme de plus commun.

À quoi faut-il veiller ? Non pas à éradiquer les nations, les régions, les terroirs et leurs cultures particulières. Pas non plus à les critiquer systématiquement, comme si tout particularisme était suspect, tout lien à bannir dès lors qu'il concerne une terre déterminée, une culture localisée, une forme sociale et culturelle définie. Pareil rigorisme est absurde. Le règne d'un universalisme abstrait, totalitaire, exigeant de voir disparaître tous les peuples, toutes les identités, toutes les singularités serait une monstruosité.

Ce qu'il faut dissiper : des confusions. Ce qu'il convient de dénoncer : des dérives. Le danger se tient en elles. Elles sont au nombre de quatre principales, que j'énumère avant de préciser ce que chacune contient.

Confondre identité et nature est un premier piège à éviter. Ce qui nous unit, dans le « nous » national, est une histoire en mouvement, une évolution inachevée, et non une réalité éternelle, substantielle, définitivement fixe.

Confondre singularité et supériorité est un autre traquenard. Ce qui nous unit – dans notre pays – est un des modèles humains possibles, parmi quantité d'autres. Il est normal que nous y soyons attachés, il devient risqué que nous le prenions pour le seul, le meilleur, le modèle à imposer à tous.

Confondre terroir et Cité est encore la pire erreur. Le goût du pays concerne une parcelle de terre, un bout de région, à distinguer de l'ordre politique qui s'y organise. Croire qu'un terroir est un État conduit à la terreur.

La dernière confusion, plus subtile, est aussi plus étrange. Elle consiste à confondre liberté et servitude. Ce qui deviendra clair en son temps.

Nous examinerons la première et la troisième de ces confusions.

D'un point de vue philosophique, la notion d'identité est simple, mais pauvre. Elle appartient au champ de la logique et signifie qu'une chose est semblable à elle-même, ne renferme pas d'incohérence qui la rendrait impossible.

Le principe d'identité – que formule Aristote, que complétera Leibniz à l'époque moderne – s'énonce sous la forme « A = A ». Autrement dit : aucune chose n'est différente d'elle-même. Elle colle à soi, si l'on peut dire, conserve son unité supposée en dépit des changements que le temps, l'usure, le vieillissement ou les accidents lui font éventuellement subir.

Tournez la page S.V.P.

Ce qui vaut pour les unités logiques et les objets concrets peut-il valoir pour les peuples et les nations ? Parler d'une « identité », française ou autre, a-t-il un sens ? La difficulté tient à la difficile compatibilité de la notion d'identité en logique avec l'histoire, inhérente aux nations. L'histoire est par essence devenir, évolution, changement. C'est donc, par excellence, le domaine du « jamais identique » ! Son cours est composé d'événements, de faits qui surgissent, de significations inédites, impensables antérieurement – révolutions, découvertes, mutations...

L'histoire, dans son principe même, enseigne que les identités sont trompeuses, qu'elles se fissurent, éclatent, naissent et meurent. Elles sont du côté du devenir, jamais du côté de l'être. Or, appliquée aux nations, la pensée de l'identité dit exactement l'inverse : elle tend à faire croire qu'une nature fixe définit le national. Exposée aux défigurations, cette nature exigerait d'être préservée, restaurée, défendue contre les assauts du temps et les risques de changements.

Si l'histoire, au contraire, apprend quelque chose à propos de ce que peut signifier « être français », ou quoi que ce soit de semblable, c'est d'abord qu'il ne peut s'agir d'une permanence, d'une continuité, d'une identité fixe. Il ne peut s'agir que d'un « devenir français », ou quoi que ce soit de semblable.

Être français, ou quoi que ce soit de semblable, si cela a un sens, c'est toujours le devenir à un moment donné, dans un contexte précis. Car c'est toujours une construction de l'histoire. Les hommes qui habitaient les grottes de Lascaux ne fabriquaient pas des silex tricolores. À moins d'imaginer – certains historiens l'ont presque fait – que le terroir, l'humus de la terre nationale aient produit des hommes préhistoriques différents des autres parce que ancrés dans cette glaise sublime. Cette identité dite nationale n'a rien à voir avec une nature. Elle doit tout à l'histoire et à la culture.

S'il n'y a pas toujours eu « des Français », ou quoi ce soit de semblable, s'il a fallu le devenir, et si ce n'est pas terminé, parce que tout devenir est sans fin, force est de constater que l'histoire nous montre qu'il y eut aussi, par exemple, toutes sortes de Français. Mangeant à l'huile ou bien au beurre, parlant langue d'oc ou langue d'oïl, ayant pour ancêtres des Vikings ou des Burgondes, arrivant de Navarre ou de Savoie – tardivement, de Savoie... –, ayant pour langue maternelle le breton ou le basque, le ch'ti ou le corse, devenant français à travers une série de conquêtes, d'annexions, d'amalgames, au fil d'un processus à la fois politique, linguistique, géographique, traversé par les ambitions des rois, les rivalités des princes, les lentes fusions des dialectes et des populations.

Cet alliage est issu de multiples conflits. Si l'histoire nous apprend quelque chose de ce « nous » national et de ce qui l'unit, c'est bien que la discorde y a généralement prévalu. Un devenir national est conflictuel, fait d'affrontements parfois violents – par exemple, en France : Révolutions de 1789, 1830, 1848, Commune de Paris en 1871, sans oublier Front populaire contre Ligues et Croix de Feu, Résistance contre collaboration. Il y a toujours, au rendez-vous, des guerres ouvertes ou larvées, jusqu'au semblant de guerre civile de mai 68. Les Français, s'ils existent, sont d'abord plusieurs – peuple de discorde, de guerres réelles ou feintes, de querelles et de dissonances.

Sans doute y a-t-il eu quelques vraies réconciliations, mais aussi beaucoup de fausses – et du coup bon nombre de fractures jamais vraiment refermées. Parler d'identité, comme s'il s'agissait d'une réalité substantielle, figée et lisse, est donc un leurre. Ce qu'on appelle « être français » (ou bien, une fois encore, quoi que ce soit de semblable) n'a jamais rien de naturel. Ce mélange instable d'éléments dissemblables peut certainement faire l'objet d'un attachement affectif, de tendres sentiments, éventuellement de fierté. À condition que fierté ne devienne ni arrogance ni démesure.

Le principal piège politique du « nous » national réside, à mes yeux, dans la confusion entre le terroir et l'État. Le terroir engendre un attachement sensible. Il est fait de tout ce qui parle au corps et n'est jamais semblable en deux lieux du monde : des ciels et des roches, des champs et des villages, des fêtes et des recettes, des costumes et des coutumes. L'État, lui, ne s'adresse qu'à la raison. Il parle à l'intelligence plutôt qu'aux sensations. Principe abstrait, il organise un « nous » politique, juridique, civique qui se superpose au terroir mais par définition ne lui ressemble en rien. L'État structure la forme du pouvoir, sans se soucier des charmes de la nature.

Le « nous » de l'État est évidemment constitué à partir des lois qui définissent la nationalité, la citoyenneté, les droits des citoyens, la délégation des pouvoirs, etc. Ce « nous » repose sur un contrat, des règles et des normes, une Constitution. Forgé selon des principes qui sont par définition abstraits et généraux, il ne se soucie que de ce qui est conforme à ces principes, sans se préoccuper des accidents du terrain, de la teinte des végétaux, des particularismes microscopiques. L'État construit un « nous » qui est réel dans la seule mesure où il est formel.

Entre le « nous » du terroir et le « nous » de l'État, l'écart est donc immense. Ils appartiennent, en fait, à deux ordres radicalement distincts. Les deux peuvent certes se juxtaposer, mais en aucun cas fusionner. Le terroir s'adresse à l'enfant, l'État à l'adulte. L'État est objet de respect, de fidélité, éventuellement de dévouement. Il ne saurait devenir, à proprement parler, objet d'amour. Le terroir, lui, n'existe que par l'attachement affectif que lui vouent ceux qui sont ses enfants. Pire : l'État englobe quantité de terroirs. Son pouvoir s'étend indifféremment sur les montagnes et les plaines, les littoraux et les terres intérieures.

Le piège n'est pas le terroir par lui-même, ni l'État en soi, mais la confusion des deux. Pire encore : la tentation d'ancrer l'État dans le terroir. Le fantasme est bien connu : toutes ces coutumes que nous aimons, ces villages et ces fermes, ces villes historiques et ces valeurs ancestrales, voilà ce qui fait notre pays, notre identité, notre « nous » national – qui doit donc s'incarner dans notre État, trouver sa représentation politique, manifester son autorité.

Il s'agit là, il faut le redire sans cesse, d'une confusion majeure. Elle ne manifeste pas seulement une méconnaissance du principe étatique, elle prétend le métamorphoser, le naturaliser, le « corporaliser ». Autrement dit, le nier. Qu'une nation soit composée d'histoire, de droit, d'administration, que son identité combine des éléments disparates, éventuellement conflictuels, personne n'en doute. Mais que l'État, comme forme politique, puisse s'y réduire est une impossibilité.

Tout simplement parce que la construction du politique n'est pas un fait de nature. Elle n'a même pratiquement rien à voir avec l'univers naturel. Quand Aristote définit l'homme comme *zoôn politikon*, animal social, il s'agit du seul être vivant qui invente par ses propres moyens les lois qui peuvent régenter sa vie commune. Dire que l'être humain est un « animal social » pourrait en effet tromper, en faisant croire que les humains vivent en groupe comme les abeilles, d'une manière toujours identique, fixe, programmée par leur instinct. Les abeilles se répartissent les tâches à l'intérieur de la ruche d'une façon immuable, de même qu'elles construisent des alvéoles géométriques sans variation.

C'est au contraire selon leur propre décision que les humains se donnent une constitution politique, à tout le moins des règles de fonctionnement de leur collectivité. Cette instauration du pouvoir et de son exercice peut correspondre à de multiples processus distincts. Les groupes humains ont inventé des moyens très divers de se donner à eux-mêmes leurs règles, et ces règles sont dissemblables. Mais elles ne sont jamais naturelles.

Du coup, l'étrange complexité de ce qui nous unit s'intensifie encore. Car se confirme ici, sous un autre angle, ce qui a été aperçu au sujet du « nous » de la langue : le lien préexiste, mais doit cependant être mis en œuvre. Déjà présent, il doit être activé. Le « nous » du politique est antérieur à sa déclaration. Malgré tout, il ne saurait exister sans elle.

Tournez la page S.V.P.

Reste à savoir comment opère ce lien, à quelle échelle il agit. Ce qui nous unit, est-ce l'État dont nous sommes citoyens ? Est-ce le monde universel des humains ? Comment s'articulent les deux ?

Socrate refuse de s'évader. Ses amis, ses disciples, ses proches le supplient affectueusement. Ils retiennent leurs pleurs, insistent pour qu'il accepte. Il a été condamné à mort injustement, il doit sauver sa vie, s'évader discrètement. Lui préfère ne pas quitter sa prison. Pourtant, rien ne serait plus simple : tous sont prêts à l'aider, d'ailleurs les geôles d'Athènes sont des passoires. La coutume est de fermer les yeux : si le condamné ne revient jamais, demeure en exil, personne n'ira le poursuivre, l'arrêter, ni exécuter la sentence.

Quelle raison a donc Socrate de rester, de boire la ciguë, de choisir de mourir ? Il est innocent, c'est évident. Sa condamnation est une injustice, il le sait mieux que personne. Mais il sait aussi que les lois l'ont élevé, éduqué, protégé. C'est par elles qu'il est devenu ce qu'il est. En dialoguant avec Criton, il imagine que les lois d'Athènes lui parlent en ces termes : « N'est-ce pas à nous, en premier lieu, que tu dois ta naissance, n'est-ce pas nous qui avons marié ton père et ta mère et leur avons permis de t'engendrer ? » Fils des lois, Socrate leur doit respect et obéissance – même quand elles font erreur et décident sa mort.

Ce discours ne nous parle presque plus. Nous l'entendons de si loin que nous ne comprenons pas ce qu'il affirme. Au contraire, le sentiment que nous éprouvons le plus souvent, aujourd'hui, est que les lois nous demeurent étrangères. Elles nous paraissent extérieures, nous contraignent seulement du dehors, de manière parfois arbitraire, ou inintelligible. Les esquiver paraît normal, quand l'occasion se présente de le faire sans risque.

À côté de cette indifférence et de ce mépris, il existe malgré tout un certain respect. L'impression subsiste, plus ou moins nette, que quelque chose d'essentiel se joue dans le lien aux lois, le rapport à l'autorité, le « nous » du politique. Il nous reste encore l'idée que les lois sont assez puissantes pour nous unir.

Le désir de vivre ensemble dans une même République, une même démocratie, est le désir de vivre unis sous une même Constitution, un même corps de lois, un État de droit. Reste à savoir, « nous, citoyens », ce qui nous unit. Des indices concrets indiquent la réponse : un passeport identique, des ambassades et consulats aux couleurs du pays, des droits régis par des accords passés au sujet des extraditions, des taxes de douane, de la fiscalité, des recours juridiques, etc.

Impossible de suivre ceux qui comparent ce lien qui fonde la communauté des citoyens d'un État avec le lien familial. Les deux n'ont rien à voir : notre nationalité peut être différente de celle de nos parents. La nationalité n'est pas non plus identique à la communauté linguistique : il y a quantité d'États où coexistent plusieurs langues officielles, quantité de langues qui se parlent dans plusieurs États. Être inclus dans ce « nous, citoyens » se distingue aussi de l'appartenance à un terroir : tous les États englobent des régions aux caractéristiques dissemblables.

Ce qui unit ce « nous » spécifique, ce sont des lois. Elles émanent d'un principe purement abstrait : l'autorité du pouvoir. Les effets de cette autorité sont très concrets : le principe abstrait arrête, emprisonne, lève l'impôt, réprime ou incite des comportements, rend la justice, mobilise en cas de guerre, etc. Il administre des budgets considérables, emploie des masses de fonctionnaires, exerce d'innombrables contraintes et protections. Ce n'est pourtant qu'un principe : jamais, nulle part, qui que ce soit ne rencontre le pouvoir d'État « en chair et en os ». Il est seulement possible de croiser ses représentants, ses signes, les incarnations de sa puissance.

Roger Pol-Droit, *Qu'est-ce qui nous unit ?*, Plon, 2015.

IMPRIMERIE NATIONALE – 20 1085 – D'après documents fournis